

## Guerre d'Ukraine : un modèle coréen ?

Par **Pierre Grosser**

**Pierre Grosser**, historien spécialiste des relations internationales, est membre du Centre d'histoire de Sciences Po.

La guerre en Ukraine renouvelle les interrogations sur le triangle Washington/Pékin/Moscou, et sur la place de l'Europe dans le jeu des puissances. L'expérience de la guerre de Corée peut aider à mesurer les relations mouvantes entre les trois acteurs : importance relative des théâtres, risques d'escalade, guerre idéologique, jeu des alliances, dynamique de réarmement, débats internes aux États-Unis... Les leçons que tireront Washington et Pékin du conflit sont au cœur du débat, en particulier pour Taïwan.

**politique** étrangère

La guerre en Ukraine renforce les pratiques du pouvoir russe d'instrumentalisation et de manipulation de l'histoire, notamment de la Grande Guerre patriotique, devenue une source majeure de légitimation. À l'Ouest, l'agression russe ravive des analogies historiques déjà surutilisées. Ceux qui appellent à des discussions avec Moscou et à un règlement rapide évoquent le risque d'une escalade tragique, comme en 1914 à cause de dirigeants « somnambules ». Tandis que ceux qui s'alarment d'un retour à un monde de puissances autoritaires expansionnistes insistent sur la nécessité de contrer l'agresseur aux intentions génocidaires, assimilé à Hitler, ce qui n'avait pas été fait dans les années 1930, de ne pas lui faire de concessions dans des négociations (de type « Munich ») et d'obtenir la chute de son régime. La guerre de Corée (1950-1953) peut aussi nourrir des analogies, à la fois dans son déroulement et dans ses conséquences. Ses enjeux étaient alors eurasiatiques : on craignait que l'URSS n'en profite pour attaquer en Europe. La guerre en Ukraine l'est également : elle a immédiatement fait craindre une offensive chinoise dans son voisinage, en particulier sur Taïwan.

## Une guerre du « bloc » sino-russe, nécessairement « limitée »

### *Une guerre en lien avec l'alignement entre Moscou et Pékin*

La guerre de Corée commence réellement avec l'attaque de la Corée du Sud par les armées de la Corée du Nord en juin 1950, juste après l'explosion de la première bombe atomique soviétique (août 1949). L'accession de l'URSS à l'arme nucléaire, plus rapide que prévue, fut un choc aux États-Unis. L'invasion de la Corée du Sud sembla une première étape de ce qu'on appelle aujourd'hui une « sanctuarisation agressive », à savoir une prise de territoire par guerre conventionnelle, mais à l'abri du nucléaire. Moscou agite aujourd'hui le spectre d'une guerre nucléaire pour tenter de limiter le soutien à l'Ukraine. Si la Russie obtient, grâce à sa guerre, des gains territoriaux reconnus (*de facto* ou *de jure*), elle risque de créer un précédent d'« impunité nucléaire ». Des militaires américains craignent que l'effort chinois actuel dans le domaine des armes nucléaires ait pour objectif de couvrir une guerre à Taïwan.

La guerre en Ukraine commence, comme celle de Corée, aux lendemains du resserrement des relations entre Moscou et Pékin. Soixante-douze ans après le traité d'alliance sino-soviétique de février 1950, que Mao était allé quémander à Moscou, Poutine se rend à Pékin pour les Jeux olympiques d'hiver. Il a sans doute été bien plus demandeur que Xi Jinping de la déclaration conjointe du 4 février 2022, qui qualifie le partenariat sino-russe de « sans aucune limite ». La Corée du Nord attaqua le 25 juin 1950, peu de temps après le long séjour de Mao à Moscou. La Russie attaque le 24 février 2022. Nous savons désormais que Kim Il-sung a reçu le feu vert de Staline au début de l'année 1950. Poutine a-t-il reçu le feu vert de Xi, sous réserve que l'attaque soit lancée après la fin des Jeux olympiques (l'offensive russe en Géorgie avait commencé alors que débutaient ceux de Pékin en 2008) ? La déclaration du 4 février, comme l'alliance sino-soviétique jadis, servait peut-être à dissuader l'Occident. Poutine, comme Kim en 1950, pourrait avoir vendu à son interlocuteur une victoire éclair qui n'entraînerait pas de complication.

Le risque est de surinterpréter la rencontre et la déclaration commune de Xi Jinping et Poutine, au vu de ce qui a suivi. Les archives disponibles depuis le début des années 1990 montrent que le voyage à Moscou de Mao au début de l'année 1950 fut bien plus tendu qu'on ne l'avait alors pensé. Poutine n'a pas été si bien traité à Pékin, et des observateurs font même de février 2022 le zénith d'une relation qui ne peut que se compliquer avec le déclenchement de la guerre russe en Ukraine. Il n'est pas impossible que Poutine ait pris sa décision au dernier moment, peut-être

même seulement le 21 février, et que Pékin en ait été surpris. Officiellement neutre, la Chine reprend certes dans les médias à destination occidentale nombre d'arguments russes de propagande. Mais elle n'aide pas la Russie comme l'URSS aida la Chine durant la guerre de Corée. Pékin n'a pas massivement violé les sanctions occidentales, même si elle les juge illégales, et a interrompu certains projets économiques en Russie. Néanmoins, le développement possible de liens militaires sino-russes inquiète, notamment au Japon. Dans les quatre mois qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'activité militaire chinoise et russe autour du Japon a plus que doublé.

La prolongation de la guerre peut faire le jeu de Pékin, puisqu'une Russie affaiblie sera plus liée à la Chine et dépendante. Celle-ci s'assure ainsi que la Russie ne va pas se tourner vers l'Ouest et se rapprocher des États-Unis, comme la Chine elle-même en 1972. De même, Staline s'assurait que Mao, dépendant de l'URSS après son entrée en guerre en octobre 1950, ne se tournerait pas vers Washington ; il poussait même à la prolongation de la guerre dans cet objectif, et seule sa mort a permis de faire aboutir les négociations d'armistice. Cette fois-ci, la Russie semble le partenaire junior, comme Pékin l'était dans les années 1950 vis-à-vis de l'URSS, puisque le produit national brut (PNB) de la Chine est désormais plus de dix fois supérieur au sien. À l'inverse du début des années 1950, la Chine possède les technologies modernes dont a besoin la Russie, et celle-ci fournit des matières premières (notamment du pétrole et du gaz).

Pékin défend les justifications de l'« opération » russe, qui rejettent la responsabilité sur les États-Unis et l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). De la même manière, la Corée du Nord, puis la Chine, étaient présentées comme des victimes des manœuvres et ambitions de la Corée du Sud, des États-Unis, voire du Japon. Pourtant, l'OTAN avait transmis à Kiev une fin de non-recevoir pour une adhésion, tandis qu'Acheson avait dit au début de l'année 1950 que la Corée du Sud n'était pas dans le périmètre de sécurité des États-Unis. On ne sait pas encore définitivement si Staline fut surpris de la réaction vigoureuse de l'administration Truman ou s'il a imaginé la piéger en Asie ; mais désormais elle était occupée loin de l'Europe, priorité de Moscou. En 2022, la Russie et la Chine ont sans doute été surprises de la réaction des États-Unis et de leurs alliés. Mais Pékin peut se satisfaire de voir les États-Unis occupés en Europe, et espérer que la priorité pour l'Asie, affichée depuis une décennie afin de lui faire face, sera moins facile à tenir.

Comme dans les années 1950, la relation sino-russe est donc scrutée avec attention, quitte à ce que soient surinterprétés les signes de tension

entre les deux pays. Il est aisé de montrer que le discours sur l'« arc » ou l'« axe » des puissances autoritaires ne recouvre pas une véritable solidarité idéologique, ce qui fait une grande différence avec la foi commune de Moscou et de Pékin dans le communisme voici soixante-dix ans. Mais en sens inverse, le prix du schisme a été tellement important pour les deux pays qu'il est peu probable qu'il ait de nouveau lieu. Au milieu des années 1950, Moscou avait aidé la Chine à rentrer dans le jeu international comme puissance, notamment lors de la conférence de Genève de 1954. C'est désormais Pékin qui s'efforce d'empêcher que la Russie soit déchuée de son statut, et pousse par exemple à sa participation au G20 en Indonésie.

On peut aussi considérer que le soutien de Xi Jinping à Poutine est un piège pour la Chine, comme le soutien de Moscou à la Chine de Mao en est devenu un à la fin des années 1950. L'hostilité du « partenaire junior »

**Poutine semble  
vouloir secouer  
l'ordre international  
beaucoup plus que  
la Chine**

à l'Ouest et ses initiatives provocatrices obligent à suivre une pente dangereuse de confrontation qui rend difficile une coexistence pacifique, alors que la Chine a encore besoin économiquement et technologiquement des échanges avec les grands pays capitalistes. Poutine semble vouloir secouer l'ordre international beaucoup plus fortement que la Chine ne le souhaite actuellement. Son action ressemble un peu à la crise lancée par Mao dans le détroit de Taïwan en 1958, qui devait tester la solidarité et le soutien de Khrouchtchev en un lieu symbolique essentiel pour Pékin, mais qui inquiéta Moscou. Xi Jinping serait piégé, comme Khrouchtchev, à ne pouvoir désavouer la Russie, tout en continuant à tendre la main à ceux-là mêmes qui veulent l'isoler.

*Une guerre « limitée »*

Comme au début de l'automne 1950, une partie de l'*establishment* des États-Unis est euphorique et parle de victoire, certes sans combats directs cette fois-ci, après les inquiétudes du début de la guerre. Cette euphorie avait alors fait franchir le 38<sup>e</sup> parallèle pour en finir avec le régime nord-coréen, mais avait en retour provoqué l'intervention chinoise. Aujourd'hui, Washington est accusé de vouloir pratiquer de nouveau le *roll back*, et de pousser à la reconquête du Donbass et de la Crimée, de vouloir mettre la Russie à genoux. En Asie, l'occasion serait trop belle de revenir au début des années 1950, lorsque la république de Chine était un vrai allié des États-Unis, un État reconnu et une base d'opérations pour combattre la Chine. Aux États-Unis, des stratèges s'inquiètent

depuis plusieurs années de cette volonté de « faucons » hostiles à Pékin d'en revenir à une utilisation agressive de Taïwan.

Les « leçons » de la Corée avaient été appliquées par Bush père, qui n'avait pas voulu en 1991 aller au-delà de la libération du Koweït – son fils prétendant dix ans plus tard que cela avait été une erreur et qu'il fallait « finir le job », Saddam Hussein restant (comme Poutine aujourd'hui ?) une menace pour ses voisins. De nouveau aussi, la question est de savoir si la voie moyenne entre abandon et escalade nucléaire peut aboutir à autre chose qu'à un conflit limité, terrible pour les populations et frustrant pour les États-Unis. C'est tout l'enjeu d'un accord qui pourrait être signé avec Poutine, comme hier avec Kim Il-sung, et qui ne mettrait pas fin au risque de guerre : ce risque est permanent dans la péninsule coréenne depuis sept décennies.

Les États-Unis n'interviennent pas militairement en Europe en 2022 comme ils l'ont fait en Asie en 1950 (ils n'auraient pas pu profiter, comme en 1950, d'un boycott du Conseil de sécurité des Nations unies par Moscou), mais le lien est clairement effectué entre l'Europe et l'Asie. Dans les deux cas, ce qui se joue est la crédibilité des États-Unis auprès des alliés de la région (le Japon ou l'Australie hier, la Pologne et autres voisins de l'Empire russe aujourd'hui), mais aussi des alliés de l'autre continent (Allemagne de l'Ouest et pays de l'OTAN hier, Taïwan et Japon, voire Singapour, aujourd'hui). Sanctionner durement la Russie et montrer sa détermination doit servir à dissuader la Chine d'attaquer Taïwan. Le message est adressé à Pékin.

Le « monde libre », sous l'impulsion des États-Unis, avait imposé des mesures drastiques de contrôle des exportations vers la Chine (discutées au sein du China Committee, CHINCOM), plus dures que celles instaurées à l'égard de l'URSS et des démocraties populaires. Le Japon fut empêché de commercer avec la Chine, et les États-Unis durent donc ouvrir leurs frontières à ses produits. La Chine s'est alors adaptée à ce type de « guerre » économique, en développant un ensemble de politiques pour y faire face. Elle a donc l'habitude de répondre à la coercition économique, que Washington agite aujourd'hui en menaçant de répondre en cas d'attaque sur Taïwan comme à l'égard de la Russie après son invasion de l'Ukraine. En même temps, dans sa diplomatie commerciale, la Chine se présentait déjà à l'époque comme un pays moderne défenseur du droit au commerce et de la liberté des échanges, contre la prétention des États-Unis à dicter la liste des admis à ces échanges. Elle cherchait à séduire les pays capitalistes en pensant que cela créerait des rivalités entre eux, qui rêvaient déjà tous du marché chinois.

Les dirigeants chinois tirent sans doute des leçons des nouvelles difficultés russes dans la guerre en Ukraine. La Chine peut miser sur un soutien international à Taïwan plus faible que celui dont bénéficie l'Ukraine, car les rétorsions économiques chinoises toucheraient plus de pays que les rétorsions russes. Pékin a mené des *stress test* pour étudier les implications de sanctions similaires à celles que l'Ouest a imposées à la Russie. Dès 2020, les banques chinoises avaient commencé à planifier leurs réactions à des sanctions. Au vu de l'exclusion de la Russie du système SWIFT, la Chine accélère ses projets de « monnaie numérique de banque centrale ». Ses efforts de « dédollarisation » s'accroissent et ses encours de titres de dette américains sont revenus au niveau de 2010. Pékin suit en Occident les oppositions à un engagement accru. Il est à parier qu'en cas de guerre sino-américaine son effort de démoralisation de l'ennemi serait massif. En même temps, Pékin semble tirer comme leçon qu'il ne faut jamais décider à la légère de faire la guerre, et qu'il ne faut sous-estimer ni les capacités asymétriques d'un pays attaqué, ni l'aide qu'il peut recevoir des pays occidentaux, ni la capacité de ceux-ci à réagir de manière unie. La Chine pourrait alors se donner les moyens de mener sur Taïwan la *blitzkrieg* que Moscou a ratée en Ukraine.

### **Des conséquences similaires ?**

Après la démobilisation des années 1945-1950, l'attaque de juin 1950 montre aux États-Unis qu'ils doivent désormais se tenir toujours prêts. La guerre froide a vraiment commencé avec cette guerre chaude, qui provoque son durcissement idéologique, sa militarisation, ainsi que l'extension et l'institutionnalisation des alliances des États-Unis. Une partie de l'historiographie de gauche aux États-Unis voit dans la guerre de Corée un prétexte à la surveillance et à l'intolérance internes en Occident, au développement du complexe militaro-industriel des États-Unis, à la mondialisation de l'endiguement et à l'alignement sur Washington d'alliés réarmés. Aujourd'hui, la guerre en Ukraine est considérée comme un *wake-up call*, là aussi légitimant un raidissement qui se dessinait depuis quelques années. Des voix de gauche et de « réalistes » adeptes du *restraint*, relayées par la propagande russe et chinoise, dénoncent un nouveau prétexte, manié par les néoconservateurs, les internationalistes libéraux et les intérêts du complexe militaro-industriel, pour repartir dans une croisade militarisée, faire oublier les défaites dans le Grand Moyen-Orient ainsi que les difficultés internes du pays, et restaurer le leadership d'une puissance américaine en déclin.

#### *Le durcissement idéologique*

La victoire des communistes en Chine en 1949, la guerre de Corée et l'intervention chinoise à l'automne 1950 ont ouvert un cycle d'hostilité

sino-américaine véhémente, clos en 1972 avec le voyage de Nixon à Pékin. Certains voudraient éviter que l'histoire se répète. Cependant, comme au début des années 1950, un consensus se renforce pour condamner Moscou et Pékin et dénoncer leurs ambitions. Les tenants du dialogue et de la coopération deviennent suspects. En Europe, et notamment en Allemagne, les hommes politiques et les entreprises qui ont rendu leurs pays dépendants de la Russie (surtout en matière énergétique) sont accusés de naïveté, si ce n'est de trahison. Il en est de même aux États-Unis, où la politique d'engagement et de socialisation du régime chinois menée depuis les années 1990 semble un échec retentissant. L'atmosphère est toutefois très différente de l'époque macarthyste, en dépit de raccourcis qui font aussi oublier que celle-ci n'avait rien à voir avec les répressions qui avaient lieu au même moment dans le monde communiste.

L'anti-américanisme se déploie dès les débuts de l'histoire de la république populaire de Chine (RPC), puisque les États-Unis sont accusés d'avoir soutenu Tchang Kai-cheek pour transformer le pays en colonie américaine. Il se déchaîne durant la guerre de Corée (1950-1953), dans un langage de guerre totale et d'apocalypse, à tous les niveaux du pouvoir et de l'éducation, accompagné de purges au nom de sympathies éventuelles à l'égard des États-Unis et d'efforts pour bannir toute influence américaine dans l'enseignement et la culture. L'anti-américanisme a donc été constitutif de la légitimité de la RPC, qui a tenté d'en faire une dimension de l'identité de la Chine nouvelle. La guerre de Corée a été appelée : « guerre pour résister à l'agression américaine et aider la Corée ». Deux millions de Chinois y ont combattu et plus de 200 000 y sont morts. Depuis quelques années, Xi Jinping et d'autres dignitaires chinois multiplient les déclarations martiales, vantant les « volontaires » qui sont allés combattre, et mettent en garde l'arrogante Amérique contre toute tentative de division du territoire sacré de la patrie.

La guerre en Ukraine accroît la rhétorique anti-américaine qui se déploie depuis la fin des années 2010 et s'est hystérisée durant la crise du Covid-19. Les États-Unis et l'OTAN sont accusés d'avoir provoqué la guerre en Ukraine, d'avoir multiplié les guerres et les violations du droit international depuis la fin de la guerre froide, d'être la menace unique sur la paix mondiale et de poursuivre leur obsession pour le *regime change* à Moscou et à Pékin. Ils voudraient empêcher à tout prix le triomphe inexorable de la Chine. Celle-ci semble de nouveau se fermer, comme durant la guerre de Corée, et s'immuniser contre les influences étrangères. Le régime, mais aussi des intellectuels et des internautes, poussent à en revenir à la culture chinoise pour un « grand rajeunissement de la nation

chinoise », critiquant les cours d'anglais, les contenus des manuels scolaires ou les échanges universitaires. Au-delà de la « sécurité idéologique contre l'infiltration étrangère », l'économie est aussi passée au filtre de la sécurité : les autorités recyclent certains slogans maoïstes vantant l'« auto-suffisance ».

### *Augmentation des dépenses militaires et consolidation des alliances*

En 1950, l'attaque nord-coréenne avait fait office de tocsin. Les dépenses militaires américaines avaient bondi avec un budget militaire en augmentation de 140 % pour l'année fiscale 1951. La défense pesait l'année suivante 14 % du PNB, contre 5 % en 1950. Il en fut de même en Europe de l'Ouest, qui promit de constituer un grand nombre de divisions pour faire face à l'Armée rouge. La guerre de Corée a fait évoluer le traité de l'Atlantique Nord en véritable organisation (l'OTAN) avec un commandement intégré, et provoqué le réarmement de l'Allemagne, qui l'a rejointe en 1955. L'OTAN s'est en outre étendue au sud en 1952, avec l'adhésion de la Turquie et de la Grèce. En Asie, la guerre de Corée ne donna pas naissance à un équivalent de l'OTAN, même si des projets ont existé, mais à la constitution d'un système d'alliances bilatérales, avec le Japon, la Corée du Sud, la république de Chine (alors même que Washington était prêt en 1950 à abandonner le régime nationaliste), et enfin l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans le cadre de l'ANZUS. Ce système est toujours en place, sauf l'alliance avec Taïwan, victime de la normalisation sino-américaine en 1979.

En 2022, le Congrès a adopté une augmentation du budget militaire de 40 milliards pour 2023. Toutefois, les dépenses militaires américaines ne représentent que 3,7 % du PNB du pays, et nombreuses sont les voix qui souhaitent les limiter, puisqu'elles approchent désormais le trillion de dollars en dépit des urgences sociales et environnementales. L'Allemagne et les Pays-Bas annoncent également des augmentations importantes de leur budget militaire. Le Japon prévoit un saut à 2 % du PNB, alors qu'il avait résisté au réarmement dans les années 1950, restant longtemps au plafond de 1 %. Des membres du Parti libéral-démocrate veulent profiter de la situation pour s'émanciper des contraintes constitutionnelles et doter le pays d'une « capacité de contre-attaque », voire d'un sous-marin à propulsion nucléaire.

L'OTAN, qui semblait une nouvelle fois en crise (le président Macron évoquait une « mort cérébrale »), retrouve une nouvelle fois des couleurs, notamment au sommet de Madrid de juin 2022. Le Premier ministre japonais et le président sud-coréen y participent pour la première fois, et



le nouveau Concept stratégique pointe, pour la première fois également, « les défis systémiques posés par la république populaire de Chine à la sécurité euro-atlantique » et par « l'approfondissement du partenariat stratégique » entre la Chine et la Russie. La Suède et la Finlande demandent en urgence leur adhésion. En Asie, des rumeurs font état de l'adjonction du Japon à ce que Pékin appelle le « gang » de l'AUKUS (Australie, Royaume-Uni, États-Unis). Les liens se renforcent entre le Japon et la république de Chine, où l'image du Japon est excellente. La possibilité que la Corée du Sud rejoigne le Quad (États-Unis, Australie, Japon et Inde) est aussi évoquée. Séoul, sous la houlette de son nouveau président, se dit prêt à aider les États-Unis à préserver la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan. De même que la guerre de Corée a facilité la réconciliation franco-allemande et fait accepter le réarmement allemand par la France, la Corée du Sud et le Japon pourraient enfin se réconcilier, ce que Washington souhaite depuis des décennies.

Les stratèges occidentaux s'interrogent sur les leçons tirées de la résistance ukrainienne, et de la réaction occidentale, par la Chine pour ses ambitions vis-à-vis de Taïwan. La perspective d'une utilisation de la force semble plutôt s'éloigner, mais on ne veut pas sous-estimer le risque comme l'a été la détermination de Poutine en février 2022, et ce d'autant que les tensions s'aggravent dans le détroit de Taïwan. La guerre de Corée avait sauvé le régime nationaliste, que les États-Unis voulaient abandonner et le Parti communiste chinois (PCC) achever. La république de Chine pourrait être de nouveau sauvée grâce à une guerre, cette fois-ci en Europe. Elle soutient les sanctions sur la Russie et livre de l'aide humanitaire à l'Ukraine, de même que la France avait envoyé un bataillon en Corée et se battait en Indochine pour montrer qu'elle méritait d'être défendue par les Américains en Europe. L'aide militaire américaine s'accroît. Mais, comme pour la France en Indochine, certains à Taïwan s'inquiètent d'une possible subordination aux choix d'armement et de stratégie des États-Unis ; ces derniers privilégient désormais la résistance « à l'ukrainienne » après une offensive chinoise. Une partie de l'opinion ne croit pas à une intervention des États-Unis en cas de guerre, tandis que Pékin fait valoir que les États-Unis abandonneront Taïwan de la même manière qu'ils ont laissé tomber le gouvernement afghan. Il n'est pas question d'un stationnement de forces américaines « otages », comme en Allemagne durant la guerre froide, où elles étaient présentes aussi en vertu de l'occupation quadripartite du pays.

### Les tensions s'aggravent dans le détroit de Taïwan

### *Un nouveau « Grand Débat » américain*

Comme en 1951, les États-Unis sont agités par un Grand Débat à géographie renversée. À partir de 1940, l'Europe devient la priorité des États-Unis et l'Asie est secondaire. La guerre de Corée donne un coup de fouet aux « asiatistes » du Parti républicain, qui sonnent la charge pour se tourner là où la vraie guerre a commencé, et limiter en conséquence des engagements otaniens en Europe qu'ils redoutent. Au contraire, les « européens » ne veulent pas que la guerre américaine en Asie provoque une escalade contre « le mauvais ennemi, au mauvais endroit et au mauvais moment », selon l'expression d'un général américain. Les Européens suivaient bien sûr ce débat avec grand intérêt, pour que les États-Unis ne se focalisent pas trop sur l'Asie, ou que leur guerre en Asie ne provoque pas une escalade en Europe.

Aux États-Unis aujourd'hui, ceux qui considèrent que le vrai défi structurel de long terme est la Chine, et que pour y faire face il faut se désengager d'Europe et du Moyen-Orient, ne veulent pas que les États-Unis se réengagent en Europe, même si la vraie guerre a désormais lieu en Ukraine. Mais il reste des « européens » persuadés que les États-Unis ont eu tort de défier publiquement la Chine sans s'assurer que leurs alliés européens étaient avec eux. Ils pensent qu'il faut consolider l'Alliance atlantique en résistant à Poutine avant de se tourner vers la rivalité avec la Chine, dont les conséquences sur la sécurité euratlantique sont plus lointaines. D'autres encore affirment que la Chine n'est pas l'ennemie des États-Unis, que la rivalité avec Pékin peut être gérée.

Au printemps 2022, les sondages aux États-Unis montrent que la Russie est davantage considérée comme une ennemie que la Chine. Les deux le sont pour les Républicains, alors que du côté démocrate l'hostilité à l'égard de la Chine est moins forte. La nouvelle stratégie de défense du Pentagone se concentre davantage que prévu sur la Russie. La question est de savoir si les États-Unis ont les moyens de faire face à ce double défi en même temps. Toutefois, la guerre russe permet de démontrer que le monde est dangereux, que la quasi-alliance sino-soviétique est une menace globale et qu'il faut renforcer les moyens militaires de dissuasion. Des stratèges expliquent que les théâtres euro-atlantique et indo-pacifique sont interdépendants, Russie et Chine s'en prenant, chacune à leur manière, au *ruled-based order* (ordre fondé sur des règles) que l'Occident s'efforce de garantir. Les États-Unis se réjouissent que leurs alliés en Asie s'intéressent à l'Europe à travers l'Ukraine, et que leurs alliés européens s'intéressent toujours davantage à l'Indo-Pacifique, où se joue l'avenir du monde.

### *La stratégie de Moscou et Pékin : isolement des États-Unis et appuis internationaux*

L'offensive de la Russie semble contre-productive, provoquant précisément ce qu'elle craignait : une Ukraine hostile à la Russie et avec laquelle un Occident déterminé et uni est solidaire, ainsi qu'une expansion de l'OTAN en Europe du Nord. Staline a commis la même erreur en 1948 avec le blocus de Berlin, ou en 1950 avec la guerre de Corée, accélérant la création de la RFA, le réarmement occidental et la consolidation des alliances américaines. Si un calcul de même type a été fait à Pékin (avoir un allié russe plus fort et sûr de lui, et un Occident encore plus troublé et affaibli), c'est pour le moment un échec, puisque la Chine se retrouve avec un allié affaibli et assez impopulaire, et un Ouest plus déterminé. Par ses pressions sur Taïwan, Pékin a contribué à éloigner encore davantage l'opinion des 24 millions de Taïwanais d'une solution d'unification. Le soutien chinois à la guerre russe entraîne ce que la Chine a toujours voulu éviter en le dénonçant : non pas une OTAN asiatique, mais une prise en compte du défi chinois par l'OTAN, sans compter un durcissement de Tokyo et Séoul à l'égard de la Chine.

Les propagandes russe et chinoise, sous toutes leurs formes, s'efforcent donc de délégitimer les États-Unis, leur impérialisme et leur bellicisme, leur hypocrisie sur les droits de l'homme et leurs crises internes (un million de morts du Covid-19, le racisme, la polarisation politique...). Certaines initiatives rappellent les grandes campagnes pacifistes du début des années 1950, appuyées et relayées par les intellectuels et militants proches des partis communistes d'Europe de l'Ouest. En 1951-1952, la Chine avait lancé une campagne mondiale, accusant les troupes américaines en Corée d'utiliser les armes bactériologiques. Il s'agissait d'une invention destinée à délégitimer la guerre des États-Unis, mais Pékin a relancé cette désinformation à l'été 2021. En 2022, Moscou et Pékin tentent d'accuser les États-Unis d'avoir développé des programmes biologiques secrets sur le territoire ukrainien.

### **L'effort russe et chinois pour délégitimer les États-Unis**

Au début des années 1950, les alliés britanniques et français vivaient un dilemme qui demeure aujourd'hui. Ils voulaient mobiliser les États-Unis contre une menace communiste mais s'inquiétaient des réactions excessives de ce géant. C'est le grand allié aussi qu'il fallait endiguer, pour ne pas être entraîné dans une escalade, ne pas donner l'impression d'être inféodés à Washington et profiter des avantages des échanges économiques avec la Chine. En 1954, Pékin courtisa Paris et Londres en

faisant miroiter des fins de guerre en Asie (Corée, Indochine, Malaisie) et une possible reprise des échanges commerciaux. Aujourd'hui, Xi Jinping répète à ses interlocuteurs européens que la sécurité de l'Europe « doit rester entre les mains des Européens », que la Chine soutient l'« autonomie stratégique » de l'Union européenne et que la coopération est possible, nécessaire et bénéfique pour le commerce et la lutte contre le réchauffement climatique.

Plus largement, la Chine s'efforce, comme à l'époque de la conférence de Bandung en 1955, de rallier les pays du Sud qui ne voudraient pas être entraînés dans les rivalités russo-américaine et sino-américaine, et surtout succomber à la politique des blocs des États-Unis et à leur rhétorique manichéenne sur la démocratie. L'écho est assez favorable en Asie du Sud-Est, notamment à Singapour. Pékin s'efforce de flatter le « non-alignement » indien, même si Delhi est bien plus méfiant à l'égard de la Chine qu'il y a 70 ans. Face à la tournée de Biden en Asie en mai 2022, Pékin martèle que les États-Unis sont obsédés par l'endiguement de la Chine. Le Japon, qui devrait, en tant que pays asiatique, « jouer un rôle constructif dans la paix, la stabilité et la prospérité régionales », est accusé une fois de plus de « faire entrer le loup (américain) dans la maison » par la création d'un « petit cercle » obsédé par la confrontation avec la Chine. Lancée en 2022, l'« Initiative de sécurité globale » permet à Pékin d'affirmer que la vision chinoise a toujours été celle d'une « sécurité commune, globale, coopérative et durable », qui s'oppose à l'unilatéralisme, à la confrontation entre blocs et aux sanctions unilatérales (en particulier à leur dimension extraterritoriale).

\* \* \*

Le blockbuster *La Bataille du lac Changjin*, sorti en Chine en septembre 2021, année de commémoration du centenaire de la fondation du PCC, a remporté un large succès en présentant de manière spectaculaire la victoire héroïque de soldats chinois dans des conditions de froid extrême. Il n'y est question ni de Corée, ni des millions de morts coréens à cause de la guerre, ni de la responsabilité de la Corée du Nord dans le déclenchement de la guerre. Celle-ci est présentée comme une victoire de la Chine sur le géant américain qui l'a agressée.

Or, les analogies avec la guerre de Corée ne doivent pas faire oublier les réalités humaines en Ukraine même et les possibles conséquences d'une vraie guerre à Taïwan. C'est une des leçons des années 1930, alors que, pour les tenants de l'analogie avec 1914, il faudrait restaurer un concert des puissances ayant fonctionné durant des décennies, même s'il

tenait peu compte des souhaits des pays les plus faibles et gérait les équilibres sur les cadavres des colonisés. C'est tout le défi d'aujourd'hui que de combiner l'obsession actuelle pour le « retour au jeu des grandes puissances » et l'attention portée depuis trente ans à la sécurité humaine et globale.



---

**Mots clés**

Guerre en Ukraine  
Taïwan  
États-Unis  
Chine

# politique étrangère



## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2022

▶ S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

▶ Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	■ 23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	■ 20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

